

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS 70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EMC2**

Nid de Cygne  
55100 Bras-Sur-Meuse

Références : LD/40-2026  
Code AIOT : 0006200757

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement EMC2 implanté 55100 Bras-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée à la suite d'un arrêté préfectoral de mise en demeure (cf. arrêté préfectoral n° 2025-1379 du 25 juin 2025) relatif au non-respect des prescriptions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, concernant la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie au sein d'un entrepôt relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EMC2
- 55100 Bras-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole EMC2 est autorisée, par arrêté préfectoral n°3388 du 29 juillet 1980 modifié, à exploiter à Bras-sur-Meuse des silos de stockage de céréales ainsi que des installations de séchage et de traitement mécanique des substances végétales. Le site comprend également un entrepôt de stockage destiné aux semences.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	RESPECT_MED_2025-1379	AP de Mise en Demeure du 25/06/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que l'installation des robinets d'incendie armés n'était pas encore effective. Les études ont été engagées, l'exploitant dispose des devis et bons de commande.

Ce dernier a par ailleurs sollicité un report de délai auprès du Préfet en date du 23 janvier 2026, informant d'une finalisation du chantier prévue au 13 février 2026.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : RESPECT\_MED\_2025-1379

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La Coopérative agricole EMC2 est mise en demeure, pour l'exploitation de l'entrepôt situé au sein de ses installations présentes sur le territoire de la communes de Bras-sur-Meuse, de respecter sous un délai de <b>4 mois à compter de la notification du présent arrêté</b> , la prescription suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : mettre en place les Robinets d'Incendie Armés selon les dispositions définies par cet article.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de contrôle, l'exploitant a précisé que la mise en place des robinets d'incendie

armés (RIA) implique des travaux techniquement complexes et financièrement conséquents, le site n'étant pas desservi par le réseau communal d'alimentation en eau.

À ce titre, plusieurs solutions d'approvisionnement ont été étudiées. L'option retenue consiste en une alimentation en eau depuis le site voisin de la coopérative ULM, disposant d'une ressource répondant aux caractéristiques requises pour ce type d'installation. Cette solution nécessite la réalisation de travaux spécifiques, notamment pour l'alimentation en eau et le pompage, ainsi que la rédaction d'une convention entre les deux exploitants.

L'exploitant a indiqué que des études préalables ont été engagées dès l'automne 2025, avec la consultation de plusieurs entreprises spécialisées, ayant conduit à l'établissement de quatre devis entre septembre et octobre 2025. Des bons de commande ont depuis été signés, attestant du lancement effectif des travaux d'alimentation en eau et de la future installation des RIA.

Au regard des contraintes techniques et du coût et des travaux à réaliser, l'exploitant a transmis au Préfet un point détaillé sur l'état d'avancement du projet et a sollicité un report de délai, en précisant que la fin de chantier est envisagée pour le 13 février 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

- de respecter strictement le calendrier qu'il a annoncé à M le Préfet (échéance annoncée du 13 février 2026) ;
- de transmettre, à l'issue des travaux, les éléments attestant de la mise en service effective des robinets d'incendie armés et de leur conformité aux exigences réglementaires applicables.

Pour information, une visite sera réalisée à l'issue des travaux annoncés, pour s'assurer de la mise en œuvre effective des RIA.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours